



Solidarité avec la colère des agriculteurs : c'est le capitalisme qui nous affame tous !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés. Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « dispositif défensif important » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement et ne ciblent que des épouvantails !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent.

Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau, dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême droite de reprendre en cœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de

l'ancien empire colonial !

À la ville et à la campagne, le problème c'est le capitalisme

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1er février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève. Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela. Pour nous, salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans son coin » des directions syndicales. Il va falloir s'y mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

400 € en plus pour tous, c'est ce qu'il nous faut

Alors que les NAO continuent à Suez, la direction nous propose 3,4 % en juillet. Voilà qui est bien insuffisant, et rien pour maintenant ? Des agriculteurs n'arrivent pas à vivre de leur travail, et nous, on n'arrive pas à remplir le caddie ! Alors que les primes variables chutent, on veut du salaire !

Le mot de trop

Le directeur de Suez Eau France a fait son Webex de début d'année en commençant par rappeler la mort au travail de Franck, notre collègue de la Sevesc, au mois de juillet dernier. Et il en conclut que nous allons devoir changer nos comportements !

Alors que l'enquête est toujours en cours et que c'est l'entreprise qui est responsable de notre sécurité au travail, il aurait mieux fait de se taire.

Pour Noël, Blackrock s'offre un beau cadeau

Blackrock, le premier gestionnaire d'actifs au monde a annoncé s'offrir -pour la modique somme de 12,5 milliards de dollars, la société d'investissement GIP, devenant ainsi le deuxième plus grand gestionnaire d'infrastructures au monde. Blackrock sera notamment actionnaire à 50% de l'aéroport de Londres Gatwick et détiendra 40 % de Suez.

Selon eux, "Les infrastructures sont considérées comme l'un des secteurs qui vont enregistrer la plus forte croissance dans les années à venir" ! Pour l'intérêt de la collectivité, qui a financé lesdites infrastructures, on repassera !

50 % de smicards en plus en deux ans

En deux ans, le nombre de personnes payées au salaire minimum a bondi de près de 50 %. Près d'une personne sur cinq (17,3 %) dans le secteur privé non agricole est aujourd'hui payée au salaire minimum, contre 12 % seulement début 2021. En deux ans, leur nombre s'est accru d'un million de personnes. Sur les près de 17,6 millions de salariés, 3,1 millions gagnent ainsi 1 398,69 euros net par mois. Une misère. Le smic a rattrapé des millions de salariés dont la paie était légèrement au-dessus. Exigeons une augmentation mensuelle d'au moins 400 euros pour tous, pas de salaires inférieurs à 2 000 euros et l'indexation automatique sur les prix des salaires, des retraites et des allocations sociales.

Charité bien ordonnée

L'Assemblée nationale a décidé d'augmenter d'un peu plus de 300 euros par mois l'avance pour frais de mandat des députés (AFM), qui couvre leurs frais professionnels, en invoquant l'inflation. La décision de porter l'AFM de 5 645 euros à 5 950

euros par mois a été prise par le bureau de l'Assemblée, avec le soutien de tous les groupes politiques présents lors du vote, sauf de La France insoumise qui s'est abstenue. L'AFM s'ajoute à la « modeste » rémunération des élus de 7 637 euros brut mensuels. Curieusement, ces mêmes députés, si soucieux de combattre les méfaits de l'inflation, n'ont pas voté une loi augmentant les salaires des travailleurs et travailleuses...

Carlos Ghosn touchera-t-il le jackpot ?

Après son arrestation au Japon pour diverses malversations et sa fuite en 2018 dans son Liban natal, d'où il ne peut pas être extradé, Carlos Ghosn, l'ancien patron de Renault-Nissan, avait saisi les tribunaux pour obliger Renault à lui verser une « retraite chapeau » de 774 774 euros par an. Finalement la Cour de cassation a décidé que ce sera au tribunal de commerce de Nanterre, en région parisienne, de trancher. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un montant ahurissant comparé à nos salaires. Mais les patrons, même voyous, estiment qu'ils ont droit à des retraites somptuaires. Et le plus souvent ils les touchent.

Un droit toujours à défendre

Malgré les assurances données par les législateurs qui ont révoqué le droit à l'avortement, aux États-Unis, les femmes victimes de viol ont de plus en plus de mal à se faire avorter. Dans les États qui ont interdit l'avortement après l'annulation de l'arrêt qui l'autorisait par la Cour suprême américaine, 65 000 grossesses issues d'un viol ont été recensées. Et pour cause, beaucoup de ces États interdisent l'IVG même en cas de viol et d'inceste ! Ce sont les femmes les plus pauvres qui en pâtissent : celles qui n'ont pas les moyens de se déplacer loin pour avorter. Quand les réactionnaires reviennent sur les droits des femmes, ils ne le font pas à moitié. Il n'y a rien à attendre des promesses de ces gens-là. À nous de prendre nos affaires en main !

Gaza : le cap des 25 000 morts dépassé

Le ministère de la Santé palestinien a indiqué que l'offensive aérienne et terrestre menée par Israël a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et blessé 62 681 autres. Selon l'ONU, au moins 1,7 des quelques 2,4 millions d'habitants du petit territoire assiégé ont dû quitter leur foyer, et la population manque de tout, exposée au risque de famine et aux épidémies. Enfin, l'Autorité palestinienne a annoncé de son côté que, depuis le 7 octobre, au moins 364 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie. Les massacres continuent...